



Régie d'avance – Conservatoire à Rayonnement Régional.
Modification de la régie.

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-18 relatifs à la création des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général de la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et fixant le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu le décret 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le Code général des collectivités territoriales et complétant le Code de la santé publique et le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu la décision n° 2009-11-04 du 11 décembre 2009 créant une régie d'avances au Conservatoire à Rayonnement Régional ;

Vu la décision n° 2010-07-01 du 12 juillet 2010 fixant le montant de l'avance ;

Vu la délibération en date du 10 avril 2008 donnant délégation au président ;

Vu l'avis conforme du comptable public de Versailles Grand Parc ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le montant de l'avance de la régie d'avances citée en objet.

Décide

ARTICLE 1 : La décision n° 2010-07-01 du 12 juillet 2010 est abrogée.

ARTICLE 2 : L'article 3 de la décision n° 2009-11-04 du 11 décembre 2009 est modifié comme suit : « Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est portée à 100 €. »

ARTICLE 3 : L'article 7 de la décision n° 2009-11-04 du 11 décembre 2009 est modifié comme suit : « Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé en fonction du montant de l'avance consentie au régisseur selon la réglementation en vigueur. Le mandataire percevra une indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie. »

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Concernant son ampliation, la présente décision sera transmise à :

- ✓ Madame la Préfète des Yvelines,
- ✓ Monsieur le Comptable de la Trésorerie de Versailles municipale,

Versailles, le **07 OCT 2010**

Le Trésorier Principal

Pour avis,



J-P. LUCCHESI

Le Président


François de MAZIERES
Maire de Versailles

000 000 0000 0000 0000 000
000 000 000 000 000 000
000 000 000 000 000 000
000 000 000 000 000 000

000 000 000 000 000 000
000 000 000 000 000 000
000 000 000 000 000 000
000 000 000 000 000 000